

Une taxe par mois

Le problème avec Nicolas Sarkozy, c'est qu'au fond, derrière son ardeur réformatrice, il ne coupe pas avec les vieilles habitudes qui engoncent la France du XXI^e siècle.

Le financement du revenu de solidarité active (RSA), l'excellente mesure que l'on doit à Martin Hirsch (*lire page 22*) en est la meilleure illustration. Certes, le montant du nouveau prélèvement sur les revenus d'épargne n'est pas la fin du monde; on est disposé à le reconnaître, y compris dans ce numéro consacré aux placements post-tourmente boursière (*lire page 52*). En revanche, sur la méthode, toutes les racines de l'immobilisme français se retrouvent. D'abord, la philosophie «un problème = une taxe». Déjà, avant les vacances, la commission des Finances de l'Assemblée avait tiré la sonnette d'alarme; depuis janvier, six nouvelles taxes avaient été instituées : entre autres, sur les stock-options, sur les revenus pétroliers, sur les ventes de poisson, sur les voitures polluantes... Deux nouvelles s'y ajoutent désormais, sur les opérateurs mobiles et sur les produits d'épargne. Le président peut être satisfait : il tient le rythme avec une nouvelle taxe par mois !

Ensuite, la théorie de l'empilement. Initialement, le RSA avait été imaginé pour corriger les effets de la prime pour l'emploi, la PPE, dont l'économiste Pierre Cahuc avait écrit dans nos colonnes «*qu'elle avait dévié de ses objectifs*», tant elle était mal ciblée - 9 millions de bénéficiaires - et versée trop tard. Vint le RSA, et que croyez-vous qu'il arriva ? Il s'ajoute à la PPE, car pas touche au pouvoir d'achat ! Tout cela traduit l'incapacité de notre appareil administratif à faire des choix. L'ancien ministre du Budget Alain Lambert a raison de souligner que dans un pays qui a gagné la médaille d'or de la dépense publique - 1000 milliards d'euros -, il n'est pas impossible d'en redéployer 1,5 milliard pour une mesure que tout le monde considère comme efficace. Le sénateur UMP, militant déçu du sarkozysme, se taille d'ailleurs un vif succès sur son blog, où les internautes se donnent rendez-vous pour livrer quelques bonnes recettes afin de faire maigrir l'Etat.

Ce même Alain Lambert, avec son bon sens de notaire, avait lancé lors de son passage à Bercy l'ancêtre de la RGPP, qui doit, paraît-il, moderniser l'administration. Il doit enrager de savoir que la première grande manoeuvre dans son ex-ministère - la fusion entre les directions des Impôts et de la Comptabilité publique - se traduit d'abord par une enveloppe de 200 millions d'euros pour calmer les troupes... C'est bien connu, et le RSA l'a encore prouvé : pour être plus efficace, il faut d'abord dépenser plus !.

Beaufils Vincent

Avec l'aimable autorisation de